



REPUBLIQUE DU RWANDA

*National Commission for the Fight against Genocide
Commission Nationale de Lutte contre le Génocide
Komisiyo y'Ighugu yo Kurwanya Jenoside*



-CNLG-

18 JUIN 1994 : LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, EDOUARD KAREMERA, A ÉCRIT AU COMMANDANT DE L'ARMÉE À GISENYI POUR LUI SIGNIFIER LA MANIÈRE AVEC LAQUELLE LES TUTSI DE BISESERO DEVAIENT ÊTRE EXTERMINÉS

Le conseil du Gouvernement du 17 juin 1994 a décidé que les Tutsi de Bisesero devaient rapidement être exterminés, et que des mesures devaient être prises pour protéger les infrastructures situées dans la région de Bisesero. La mise en œuvre de ces massacres a été accélérée par tous les moyens possibles par le Gouvernement de KAMBANDA et son armée.

1) LE LIEUTENANT COLONEL ANATOLE NSENGIYUMVA A REÇU INSTRUCTION DE FOURNIR DES MILITAIRES POUR TUER LES TUTSI DE BISESERO

Le 18 juin 1994, le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, Edouard KAREMERA, originaire de la Commune Mwendo à Kibuye, a écrit une lettre en expliquant la manière avec laquelle les Tutsi de Bisesero devaient être exterminés.

Le Ministre KAREMERA a écrit au Commandant de l'armée dans la Préfecture Gisenyi, le Lieutenant-colonel Anatole NSENGIYUMVA, en lui signifiant la manière dont allait être menée l'opération qui devait exterminer les Tutsi de Bisesero. Il l'a écrit en ces termes :

« Monsieur le Commandant de secteur,

J'ai l'honneur de vous informer que lors du Conseil des ministres de ce vendredi 17 juin 1994, le Gouvernement a décidé de demander au Commandement de secteur opérationnel de Gisenyi d'appuyer le Groupement de la Gendarmerie à Kibuye pour mener avec l'appui de la population, l'opération de ratissage dans le secteur Bisesero de la Commune Gishyita, qui est devenu un sanctuaire du FPR.



Le Gouvernement demande que cette opération soit définitivement terminée au plus tard le 20 juin 1994.

En l'absence du Ministre de la Défense qui est en mission à l'étranger, le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal a été mandaté pour vous communiquer cette décision et en assurer le suivi.

Le préfet de la Préfecture Kibuye ainsi que le Commandant de Groupement Kibuye à qui je réserve la copie de la présente, sont priés de prendre les dispositions qui s'imposent pour faciliter la réalisation de cette opération dans les délais impartis. »

Les autorités qui ont reçu copie de cette lettre sont les suivantes : le Premier Ministre Jean KAMBANDA, le Ministre de la Défense Augustin BIZIMANA, le Préfet de Kibuye, le Dr Clément KAYISHEMA et le Commandant de la gendarmerie à Kibuye, le Major Jean Baptiste JABO.

Rappelons que le Ministre de la Défense Augustin BIZIMANA était en mission de travail au Cameroun, et qu'il avait été temporairement remplacé par le Colonel Theoneste BAGOSORA qui a dirigé les activités du Ministère de la Défense en relation avec la mise en œuvre du Génocide. Ce qui veut dire que ces autorités ont été chargées de mettre en œuvre le plan de l'Etat relatif à la décision du Gouvernement de KAMBANDA du 17 juin 1994 de tuer les Tutsi de Bisesero.

2) LA LETTRE D'EDOUARD KAREMERA EST LA PREUVE DE LA PARTICIPATION DES INSTITUTIONS DE L'ETAT DANS LA PLANIFICATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU GÉNOCIDE

Les mots utilisés dans cette lettre du Ministre KAREMERA suffisent pour faire comprendre que les massacres des Tutsi ont été planifiés et coordonnés par le Gouvernement qui a utilisé son armée, les autorités à différents niveaux et la jeunesse Interahamwe et Impuzamugambi. Cela démontre définitivement que le Génocide perpétré contre les Tutsi au Rwanda est un crime d'Etat. C'est pourquoi les différents Ministres du Gouvernement de KAMBANDA ont été poursuivis et jugés par la justice internationale, et que la plupart d'entre eux ont été condamnés pour crime de génocide et crimes contre l'humanité.

Ceux qui ont été condamnés par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) sont les suivants :



Le Premier Ministre Jean KAMBANDA, le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal, Edouard KAREMERA, le Ministre des Finances Emmanuel NDINDABAHIZI, le Ministre du Plan, Augustin NGIRABATWARE, le Ministre de l'Information, Eliezer NIYITEGEKA, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Jean de Dieu KAMUHANDA, le Ministre de la Famille, Pauline NYIRAMASUHUKO, le Ministre de la Jeunesse et du Mouvement Coopératif, Callixte NZABONIMANA.

Le Ministre de la Justice, Agnès NTAMABYALIRO, a quant à elle été condamnée pour crime de génocide par les juridictions du Rwanda.

Parmi les autres qui ont été condamnés pour crime de génocide par le TPIR, et dont les jugements confirment la participation de l'Etat dans la planification et la mise en œuvre de l'extermination des Tutsi, il y a les officiers supérieurs ci-après :

Colonel Theoneste BAGOSORA, Colonel Tharcisse RENZAHO, Colonel Aloys SIMBA, Colonel Ephrem SETAKO, Lieutenant-colonel Anatole NSENGIYUMVA, Lieutenant-colonel Alphonse NTEZIRYAYO, Lieutenant-colonel Tharcisse MUVUNYI, Major Aloys NTABAKUZE, Capitaine Ildephonse NIZEYIMANA, Lieutenant Ildephonse HATEGEKIMANA, Lieutenant Samuel IMANISHIMWE. Il y a aussi le Major Bernard NTUYAHAGA qui a été condamné pour crime de génocide par une juridiction belge à Bruxelles en Belgique, et le Capitaine Pascal SIMBIKANGWA qui a été condamné pour crime de génocide par une juridiction française à Paris en France.

D'autres encore qui ont été condamnés par le TPIR et qui étaient de hauts fonctionnaires de l'Etat : Callixte KALIMANZIRA, Directeur General au Ministère de l'Intérieur, Jean Bosco BARAYAGWIZA, Directeur General au Ministère des Affaires Etrangères, Matayo NGIRUMPATSE, président du parti MRND au niveau national, François KARERA , Préfet de Kigali Ngali, Sylvain NSABIMANA, Préfet de Butare, Clément KAYISHEMA, Préfet de Kibuye, Dominique NTAWUKURIRYAYO, Sous-préfet de Gisagara, SEMANZA Laurent qui a été Bourgmestre de la Commune Bicumbi, RUGAMBARARA Juvénal qui a remplacé Semanza à ce poste, Paul BISENGIMANA, Bourgmestre de Gikoro, Joseph KANYABASHI, Bourgmestre de Ngoma, Elie NDAYAMBAJE, Bourgmestre de Muganza, Juvenal KAJELIJELI, Bourgmestre de Mukingo, Jean Baptiste GATETE, Bourgmestre de Murambi, Sylvestre GACUMBITSI, Bourgmestre de Rusumo et Jean Paul AKAYESU, Bourgmestre de Taba.

Ladislas NTAGANZWA qui était Bourgmestre de Nyakizu a été transféré au Rwanda par le TPIR pour y être jugé par les juridictions rwandaises, et a été condamné pour crime de génocide à la prison à perpétuité.

Parmi les autres qui ont été condamnés par le TPIR il y a des religieux : le Père Emmanuel RUKUNDO et le Père Athanase SEROMBA qui a ordonné la destruction de l'église de Nyange sur les Tutsi qui s'y étaient réfugiés.



Ces jugements prouvent à suffisance que pas une seule institution n'a pas commis le Génocide, ce qui confirme que le Génocide perpétré contre les Tutsi a été planifié et mis en œuvre par l'Etat.

Fait à Kigali, le 18/6/2020

Dr Bizimana Jean Damascène

Secrétaire Exécutif

Commission Nationale de Lutte contre le Génocide (CNLG)

